

Ile-de-France

Insee conjoncture



Avril 2013 - n°02



Une économie francilienne bien morose

Dans la zone euro, l'activité cesserait de se contracter au premier semestre 2013, grâce à une amélioration des échanges mondiaux, mais les trajectoires seraient très contrastées selon les pays. Malgré une hausse des exportations, l'activité en France devrait être quasiment stable en raison d'une demande intérieure atone. L'économie francilienne se caractérise au quatrième trimestre 2012 par un niveau d'emploi salarié qui se stabilise et par une poursuite de la progression du chômage. Les ventes de logements neufs diminuent fin 2012, mais selon un rythme plus modéré qu'au cours des deux trimestres précédents. La fréquentation hôtelière faiblit depuis l'été.

Jocelyne Mauguin, Insee Ile-de-France
François Rageau, Direccte Ile-de-France

Synthèse régionale

Au quatrième trimestre 2012, l'emploi francilien s'est stabilisé après la baisse du troisième trimestre 2012. Cet arrêt de la croissance de l'emploi francilien marque une rupture avec l'augmentation quasi continue depuis le printemps 2010. En un an, l'emploi a faiblement progressé (+ 0,2 % entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2012) alors qu'il a diminué en province (- 0,8 %). L'emploi salarié hors intérim continue de reculer dans l'industrie et diminue pour la première fois dans le commerce. Il augmente dans le secteur de la construction. Par ailleurs, 8 600 postes disparaissent en intérim sur un an. Le chômage francilien continue sa progression et dépasse son niveau de 2009. Il augmente toutefois plus faiblement qu'en province. Les ventes de logements neufs diminuent en 2012. La fréquentation hôtelière fléchit depuis l'été 2012. Depuis l'automne 2012, le nombre de créations d'entreprises est plus faible que celui observé sur la même période de l'année 2011. C'est particulièrement le cas des auto-entreprises après l'engouement du début d'année.

Contexte international

Au quatrième trimestre 2012, l'activité a calé dans les économies avancées (- 0,2 % après + 0,3 % au trimestre précédent). Les économies émergentes ont pourtant gagné en dynamisme mais les économies avancées n'en ont pas profité. Aux Etats-Unis, malgré la résistance de la consommation des ménages et de l'investissement, l'activité a connu un trou d'air (0,0 %), en raison du repli de la consommation publique et d'importants mouvements de déstockage. En zone euro, l'activité est en net recul : - 0,6 % après - 0,1 %. Notamment, la production manufacturière, stable au troisième trimestre, s'est fortement repliée fin 2012.

Au premier trimestre 2013, l'activité resterait dynamique dans les économies émergentes et elle rebondirait dans les économies avancées (+ 0,4 %). Le rythme de progression redeviendrait soutenu aux Etats-Unis (+ 0,6 %) grâce à la résistance de la demande interne et ce, en dépit des hausses de prélèvements sur les ménages décidées fin 2012. Dans la zone euro, l'activité cesserait de se contracter (+ 0,1 %), grâce au redémarrage de la locomotive allemande (+ 0,5 % au premier trimestre). En revanche, l'Espagne et l'Italie resteraient à la peine (respectivement - 0,4 % et - 0,3 %). L'activité des économies avancées se tasserait au deuxième trimestre 2013 (+ 0,2 %), notamment aux Etats-Unis sous l'effet de coupes budgétaires.

Contexte national

En France, l'activité s'est repliée au quatrième trimestre 2012, avec une intensité toutefois moindre que dans les autres grands pays européens (- 0,3 % après + 0,2 %). La production manufacturière a subi un fort repli (- 2,6 % après + 1,1 %). Entraînées par la faiblesse des échanges dans les pays avancés, les exportations ont reculé (- 0,6 % après + 1,0 %) tandis que les investissements des entreprises ont diminué (- 0,8 % après - 0,6 %). De même, les dépenses de consommation des ménages ont été atones (- 0,1 %, après + 0,1 %).

Au premier semestre 2013, de meilleures perspectives d'activité dans l'industrie suggèrent un repli moindre de l'activité manufacturière. Grâce à l'amélioration au niveau mondial, les exportations accélèreraient. En revanche, la demande intérieure resterait atone. Le pouvoir d'achat des ménages rebondirait temporairement au premier trimestre et serait à nouveau freiné au deuxième trimestre par l'augmentation des prélèvements fiscaux et par la dégradation du marché du travail ; la consommation des ménages serait stable. En outre, l'investissement reculerait encore. L'activité serait ainsi quasi-stable au premier semestre (0,0 % au premier trimestre 2013 puis + 0,1 % au deuxième trimestre) ; 74 000 emplois marchands seraient supprimés et le taux de chômage atteindrait 11,0 % mi-2013 (10,6 % sur la France métropolitaine).

L'emploi francilien cesse de croître depuis la mi-2012

Le marché du travail francilien n'est pas épargné par le ralentissement de l'activité. L'emploi salarié est resté stable au cours du quatrième trimestre 2012, après la diminution au troisième trimestre 2012, qui était la première depuis le printemps 2010. En un an, l'emploi a faiblement progressé de 0,2 % entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2012, alors qu'il a diminué en province (- 0,8 %).

Hors intérim, l'emploi salarié augmente de 0,4 % en un an, avec 7 000 emplois supplémentaires. Cette modeste progression ne permet cependant pas à l'emploi francilien de retrouver son niveau d'avant la crise de 2008.

Cette évolution est toutefois relativement inégale selon les secteurs d'activité. L'emploi continue de reculer dans l'industrie (- 0,5 % en un an) : ce sont ainsi plus de 40 000 emplois en moins dans la région depuis début 2008. Plus précisément, dans le secteur de la fabrication d'équipements électriques, équipements électroniques, informatiques et de la fabrication de machines, l'emploi salarié continue de diminuer (- 1,3 % en un an, soit une perte de plus de 1 000 emplois).

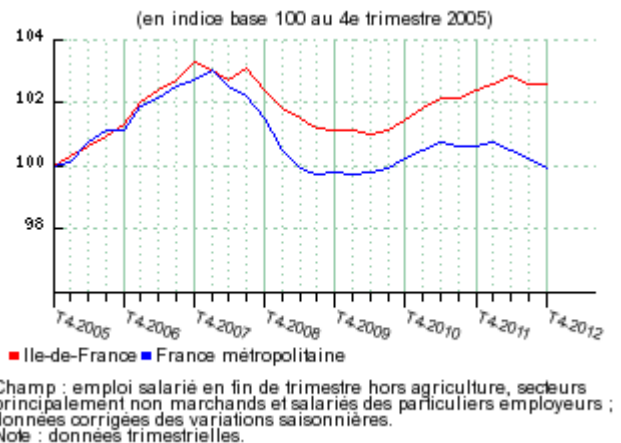
En revanche, dans les secteurs de la cokéfaction et du raffinage, des industries extractives, de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et de la dépollution, il continue sa progression depuis début 2011 (+ 1,6 % en un an, soit 1 400 emplois supplémentaires). Dans la construction, la reprise amorcée à la fin 2011 se confirme avec une nette progression de l'emploi (+ 3,1 % en un an, soit plus de 8 000 emplois supplémentaires). Dans le secteur du commerce, l'emploi diminue pour la première fois depuis le début de l'année 2010 où la hausse était continue (- 0,3 % en un an, soit une perte de près de 2 400 emplois).

Le secteur des services (hors intérim) continue d'être le principal moteur de l'emploi francilien en termes de postes créés. Avec 12 400 emplois supplémentaires en un an, l'emploi dans le secteur des services marchands hors intérim atteint un niveau record à la fin du quatrième trimestre 2012 (+ 0,5 % en un an). L'emploi continue à progresser dans le secteur de l'hébergement-restauration (+ 1,2 %, soit plus de 3 400 emplois supplémentaires). L'emploi salarié est également en hausse dans les activités scientifiques, administratives et de soutien hors intérim (+ 1,4 % par rapport au quatrième trimestre 2011, soit 12 200 emplois supplémentaires).

En un an, près de 8 600 postes ont disparu en intérim (- 9,3 %). Tous les secteurs sont concernés, mais la baisse de l'emploi intérimaire est particulièrement importante dans les secteurs industriels de la fabrication de matériels de transport et de la métallurgie

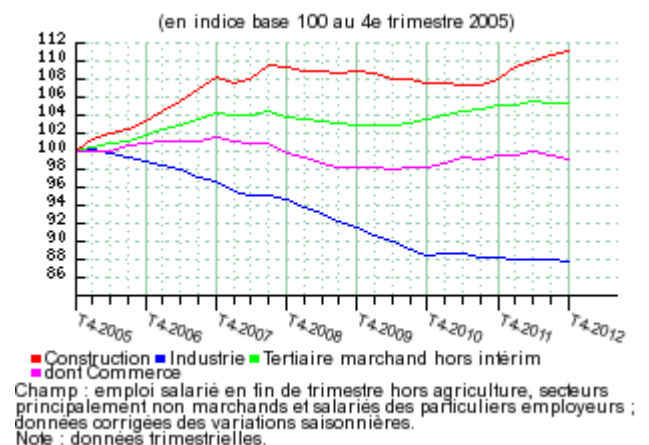
et de la fabrication de produits métalliques (sauf machines et équipements), ainsi que dans la construction. Dans le tertiaire, le repli de l'emploi intérimaire est également sensible, notamment dans le commerce de gros et les secteurs des activités de services administratifs et de soutien, des activités financières et d'assurance et des activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyse technique.

La croissance de l'emploi salarié s'est arrêtée mi-2012



Source : Insee, estimations d'emploi

Nette progression de l'emploi dans la construction en 2012



Source : Insee, estimations d'emploi

Le taux de chômage augmente au quatrième trimestre 2012

Le taux de chômage localisé s'établit à 8,8 % de la population active en Ile-de-France au quatrième trimestre 2012 et reste sensiblement plus faible que pour l'ensemble de la France métropolitaine (10,2 %). En Ile-de-France, il a augmenté de 0,2 point par rapport au troisième trimestre 2012 (+ 0,3 point pour la France métropolitaine). Par rapport au quatrième trimestre 2011, la hausse est également plus faible en Ile-de-France (+ 0,5 point) qu'en France métropolitaine (+ 0,8 point). Cette progression du taux de chômage a affecté tous les départements franciliens. En un an, elle a été la plus élevée en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise (+ 0,8 point), la plus faible à Paris (+ 0,3 point). Au quatrième trimestre 2012, le taux de chômage varie de 7,2 % dans les Yvelines à 12,7 % en Seine-Saint-Denis.

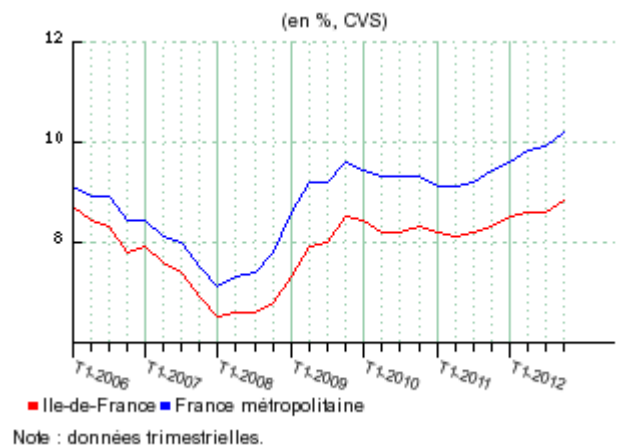
Le nombre d'inscrits à Pôle emploi atteint un niveau record début 2013

En février 2013, 825 720 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France : jamais autant de demandeurs d'emploi n'avaient été enregistrés en Ile-de-France depuis quinze ans. Parmi eux, 592 970 n'ont pas travaillé durant le mois précédent. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi franciliens s'est accélérée au cours des derniers mois : de juillet 2012 à février 2013, elle s'est établie à + 0,8 % en moyenne chaque mois, contre + 0,5 % par mois au cours du premier semestre 2012. Lors des tous derniers mois, la croissance du nombre d'inscrits franciliens à Pôle emploi est légèrement supérieure à celle de France métropolitaine, pour la première fois depuis un an.

Cette hausse du nombre de demandeurs d'emploi est forte chez les jeunes et les classes d'âge intermédiaires. Le nombre de jeunes inscrits a progressé en moyenne de 0,9 % par mois depuis fin juin 2012, soit presque deux fois plus vite qu'au premier semestre 2012. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans a également été plus rapide qu'au début 2012, mais cette croissance reste plus modérée que pour les jeunes. Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus continue d'augmenter à un rythme pratiquement constant depuis trois ans. Cette évolution est en partie liée au relèvement progressif de l'âge minimal d'éligibilité à la dispense de recherche d'emploi (DRE) à compter de l'année 2009 et à la suppression du dispositif au 1^{er} janvier 2012.

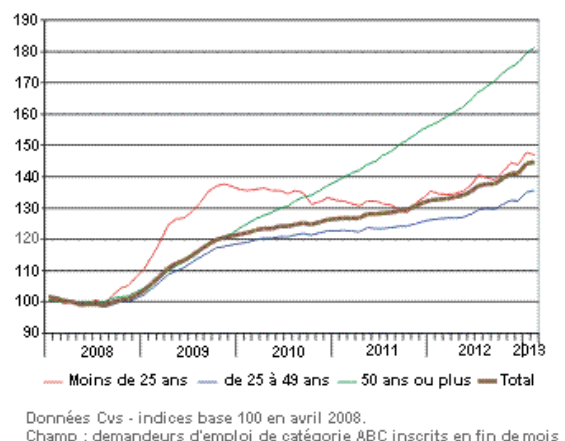
Fin février, 324 980 inscrits sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, soit 39,4 % des demandeurs d'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée a fortement augmenté au cours des derniers mois. En effet, si le flux des inscriptions a peu varié ces six derniers mois, les sorties ont reculé assez nettement : les demandeurs d'emploi restent donc plus longtemps inscrits à Pôle emploi.

Le taux de chômage francilien dépasse son niveau de 2009



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus



Sources : Pôle emploi, Dares

Toutes les catégories socioprofessionnelles sont concernées par la progression du nombre de demandeurs d'emploi. Cette hausse est un peu plus sensible pour les employés de commerce et de services et les ouvriers. Par domaine professionnel, les augmentations sont les plus fortes dans les métiers du BTP, de l'informatique et télécommunications, du commerce et de l'hôtellerie-restauration.

Par département, la croissance du nombre de demandeurs d'emploi depuis fin juin 2012 est un peu plus faible à Paris et dans les Hauts-de-Seine, mais plus forte dans tous les autres départements de la région. Elle atteint + 1,0 % en moyenne chaque mois en Essonne depuis juin 2012.

Diminution des créations d'auto-entreprises depuis l'automne 2012

Avec près de 70 000 entreprises créées dans la région entre septembre 2012 et février 2013, le nombre de créations d'entreprises est resté élevé, mais est inférieur au niveau observé au cours de la même période de l'année précédente (- 2,5 %). Cette réduction du nombre de créations d'entreprises est cependant moins prononcée qu'au niveau national (- 4 %). L'automne marque une inflexion de l'évolution des créations d'entreprises qui étaient à la hausse depuis le début de l'année 2012.

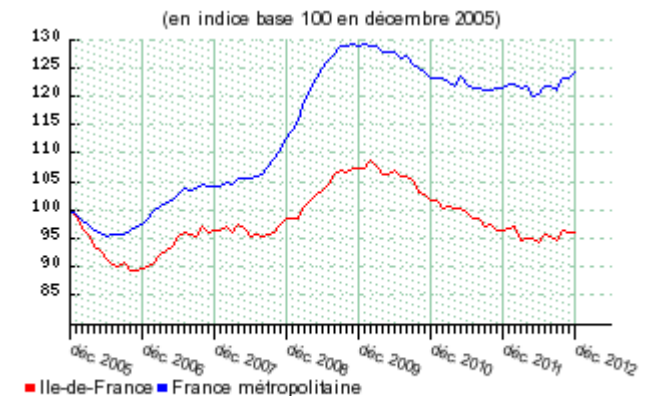
Cette diminution concerne particulièrement les activités de services où le nombre de créations a diminué de 3,2 % au cours de cette période (20 600 créations entre septembre 2012 et février 2013), ainsi que dans les secteurs du commerce, des transports, de l'hébergement et la restauration (- 2,0 %, soit 15 700 créations sur ces six mois). De même, le recul des créations d'entreprises est important dans l'industrie (- 11,3 %, soit 2 200 créations sur cette période) et les secteurs de l'information et de la communication (- 4,1 %, soit 6 300 créations). En revanche, le nombre de créations d'entreprises est en hausse dans le secteur des activités financières et s'élève à 1 900 pour la période de septembre 2012 à février 2013.

Entre septembre 2012 et février 2013, le nombre de créations d'auto-entreprises a diminué de 1,2 % par rapport à la même période de l'année précédente (cf. *tableau inflexion des créations d'entreprises depuis l'automne*). Cette période est marquée par un moindre engouement pour le statut d'auto-entrepreneur et des incertitudes quant à sa pérennité, alors que le nombre de créateurs ayant opté pour ce statut était en hausse depuis le début de l'année 2012. Au cours de la période récente, les auto-entreprises continuent de représenter une création d'entreprise sur deux.

Hors auto-entreprises, le nombre de créations d'entreprises est aussi en diminution (- 3,9 % entre septembre 2012 et février 2013 par rapport à la même période de l'année précédente). Cette évolution présente des différences importantes selon la forme juridique choisie. En effet, le nombre de créations de sociétés recule nettement (- 5,3 % en un an), alors que le nombre de créations d'entreprises individuelles hors auto-entreprises augmente légèrement (+ 1,3 %).

À la fin du quatrième trimestre 2012, le nombre de défaillances d'entreprises jugées au cours des douze derniers mois est en très légère baisse par rapport aux douze mois précédents (- 0,3 %). À l'inverse, en France métropolitaine, le nombre d'entreprises jugées défaillantes est en augmentation (+ 2,5 %).

Fin 2012, légère baisse du nombre de défaillances jugées au cours des 12 derniers mois en Ile-de-France par rapport aux 12 mois précédents



Note : données mensuelles brutes au 5 mars 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France

Ventes de logements neufs en baisse

Le recul des ventes de logements neufs amorcé fin 2010 se poursuit en Ile-de-France. Au quatrième trimestre 2012, les ventes ont diminué de 4,9 % par rapport au quatrième trimestre 2011, toutefois à un rythme beaucoup plus modéré que celui observé en France métropolitaine (- 27,4 %). L'abaissement des avantages fiscaux (baisse du taux de réduction d'impôt et du plafonnement des avantages fiscaux) et un contexte économique incertain expliquent ce repli. Ce trimestre marque un ralentissement du repli des ventes de logements neufs après deux trimestres de recul important.

Les prix de vente de logements neufs au m² continuent de s'infléchir (- 3,4 % au quatrième trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011 en Ile-de-France). Les prix de vente des logements anciens, même s'ils remontent en fin de période (+ 0,3 % au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre) baissent globalement en un an (- 0,7 %). Ils diminuent cependant moins fortement qu'en province (- 2,1 % en un an).

Toutefois, les perspectives d'activité de construction de logements neufs restent favorablement orientées. Fin janvier 2013, le nombre de logements dont la construction est commencée en Ile-de-France au cours des douze derniers mois progresse de 6,3 % par rapport aux douze mois précédents (49 000 logements commencés de février 2012 à janvier 2013 contre 46 000 sur les douze mois précédents).

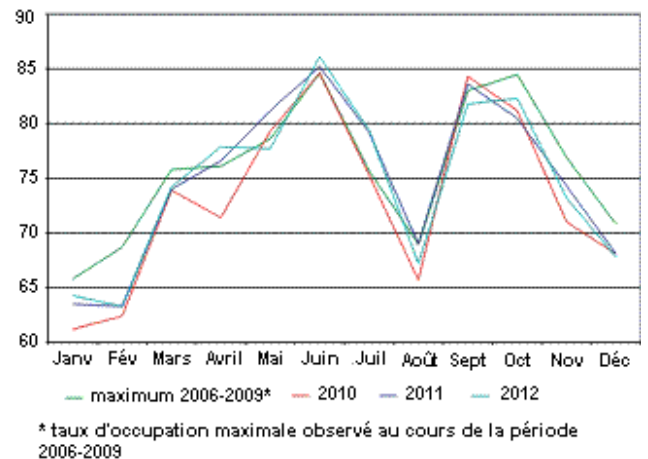
L'activité hôtelière faiblit depuis l'été 2012

Après avoir légèrement dépassé les niveaux de 2011 au premier semestre 2012, l'activité hôtelière est globalement en repli depuis la deuxième moitié de l'année 2012, à l'exception des mois d'octobre et novembre. En effet, depuis août 2012, le taux d'occupation est repassé en dessous du niveau des meilleures années 2006-2009. Entre août 2012 et janvier 2013, les nuitées ont diminué de 1,3 % par rapport à l'an passé.

L'activité pâtit de la forte diminution de la fréquentation hôtelière de la clientèle française (- 4,8 % en un an sur la période d'août 2012 à janvier 2013) qui n'est plus compensée par la fréquentation plus importante de la clientèle étrangère (+ 1,9 %). Ce sont les clientèles en provenance des Etats-Unis et du Royaume-Uni qui sont en plus forte progression : leurs nuitées progressent respectivement de 235 000 et 155 000 par rapport à l'an passé, pour la période d'août à janvier. La fréquentation de la clientèle en provenance du Proche et Moyen-Orient continue d'être orientée à la hausse, avec une augmentation de 77 000 nuitées sur la même période. En revanche, les touristes espagnols sont toujours moins nombreux (- 275 000 nuitées) au point de passer en troisième position pour la clientèle européenne de la région depuis l'automne, laissant la deuxième place à la clientèle italienne après la clientèle britannique en première position.

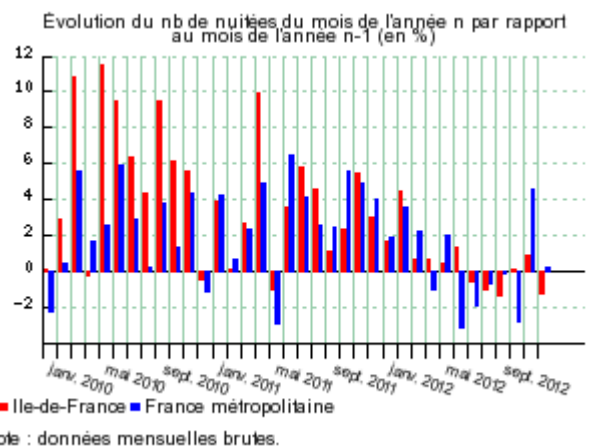
Rédaction achevée le 11 avril 2013.

Fléchissement de la fréquentation hôtelière au second semestre 2012



Source : Insee, DGCIS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Baisse de la fréquentation des hôtels franciliens en fin d'année



Sources : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux

Inflexion des créations d'entreprises depuis l'automne 2012

Créations d'entreprises	Cumul septembre 2012 - février 2013		Evolution en glissement annuel (%) *		
	Total créations	Part des auto-entreprises (%)	Total créations	Créations d'auto-entreprises	Créations hors auto-entreprises
Industrie	2 193	59,6	-11,3	-10,7	-12,1
Construction	8 163	39,4	-2,6	-1,5	-3,3
Commerce, transports, hébergement, restauration	15 718	44,0	-2,0	-1,4	-2,4
Information et communication	6 285	59,3	-4,1	-2,1	-6,8
Activités financières	1 913	20,6	16,2	59,9	8,5
Activités immobilières	1 893	17,0	-7,8	-9,8	-7,4
Activités de services	20 631	57,8	-3,2	-1,1	-5,9
Enseignement, santé, action sociale	7 050	66,8	0,1	4,0	-6,8
Autres activités de services	6 055	74,8	-2,1	-4,7	6,3
Total Ile-de-France	69 901	53,0	-2,5	-1,2	-3,9
Total France métropolitaine	266 075	54,9	-4,0	-4,0	-4,0

*Evolution du cumul septembre 2012 - février 2013 par rapport au même cumul un an plus tôt

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

Sources et définitions

Les **estimations trimestrielles d'emploi** sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement des statistiques établies par les Urssaf à partir des déclarations des établissements versant des cotisations sociales. Tous les établissements sont pris en compte, sans distinction de taille. L'Insee interroge également directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. L'indicateur d'emploi intérimaire est élaboré par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries trimestrielles sont calées sur les estimations annuelles qui sont produites à partir du dispositif ESTEL (Estimations d'emploi localisé). Ces estimations sont corrigées de la multi activité et correspondent à un concept d'emploi répertorié au sens du Bureau international du travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée.

DEFM : les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

- **Catégorie A, B, C** : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

- **Catégorie A** : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant eu aucune activité au cours du mois.

Pour en savoir plus

« Eclaircie mondiale, l'Europe encore dans l'ombre »
Insee Note de Conjoncture - mars 2013.

« Une économie francilienne encore fébrile »
Insee Faits et Chiffres n°301 - février 2013.

« Le chômage continue de croître en Ile-de-France »
Insee Ile-de-France à la page n°398 - octobre 2012 .

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

CERC Ile-de-France : Hervé Vibert
COE-Rexecode : Thuy Van Pham
Crocis de la CCI Paris Ile-de-France : Mickaël Le Priol et Isabelle Savelli-Thiault
CRT : Aurélian Catana
Directce : Bernard Simonin
DRFIP : Eliane Dié
Pôle emploi : Samy Garbaa et Philippe Ricard
Pôle emploi services : Damaris Phélippé
PRIF : Christophe Centonze
Région Ile-de-France : Xavier Desray et Florence Rey